

## **Séance ordinaire du mercredi 19 décembre 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Affaires sociales**

#### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

#### **Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL, Françoise BONNET, Christophe COUR.

## **Rapport sur la Politique de la Ville 2017**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La réforme de la Politique de la Ville, qui s'est traduite par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, est conduite dans l'objectif d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

La Métropole est devenue compétente en matière de Politique de la Ville et, à ce titre, a signé le 10 juillet 2015 son contrat de ville, en étroite collaboration avec la Ville de Montpellier et l'Etat notamment.

Conformément au décret du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la Politique de la Ville, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont tenues de rédiger un rapport annuel sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville. Afin de rendre compte des actions mises en œuvre et développées au bénéfice des habitants des 12 quartiers prioritaires, tous situés au sein de la Ville de Montpellier, le rapport s'appuie sur les 5 objectifs opérationnels du contrat de ville qui constituent son ossature :

- Le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
- Le renforcement de la mixité dans le logement à l'échelle métropolitaine et la poursuite du renouvellement urbain ;

- Le soutien aux jeunes et aux familles, dans une approche de coéducation et de renforcement de la mixité sociale à l'école ;
- L'assurance pour chaque citoyen d'un accès équitable aux droits, services et équipements en privilégiant « l'aller vers » et l'adaptation de l'existant ;
- L'amélioration du cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

Organisé en 4 parties, le rapport présentera la stratégie et les principales orientations des collectivités, les modalités de gouvernance et de mise en œuvre du contrat de ville, puis un bilan des actions menées, par objectif opérationnel et par territoire.

Dans un souci de lisibilité, seuls les principaux projets structurants mis en œuvre en 2017 pour chacun des objectifs opérationnels ont été détaillés. Ainsi, dans ce rapport, sont mis en avant au titre :

### **De l'organisation du développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers**

➤ La mobilisation des entreprises dans le cadre du ProJet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM) à travers la charte Entreprises et Quartiers (38 entreprises mobilisés) et la plateforme collaborative métropolitaine Clauses sociales, priorisant les publics des quartiers (162 entreprises concernées).

➤ L'insertion professionnelle priorisant le public jeune des quartiers (chantier d'insertion Numérique @t Work porté par Informatique Plus et les commissions d'insertion et actions de proximité animées par la Mission Locale des Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole).

➤ Le développement économique urbain avec le « Fonds d'Excellence Quartier » porté par Initiative Montpellier Pic Saint Loup (membre du réseau Initiative France), en partenariat avec l'association AXENTS implantée au cœur de la Mosson (10 projets de création) et un partenariat étroit avec l'Agence France Entrepreneur en faveur de la création d'entreprises sur les quartiers de la Politique de la Ville (« Fabrique à entreprendre » à la Mosson, appel à projets à l'entrepreneuriat...).

#### **▪ De la mixité sociale dans le logement et la poursuite du renouvellement urbain**

➤ La poursuite du renouvellement urbain sur les quartiers du Petit Bard et du Centre et sa finalisation sur le quartier de la Mosson (ANRU 1).

➤ La mise en œuvre du protocole de préfiguration pour les deux opérations de renouvellement urbain retenues au niveau national au titre du NPNRU (ANRU 2) : Mosson et Cévennes.

➤ Des opérations anticipées sur la Mosson : démolition de la tour d'Alembert, réhabilitation des résidences Lou Cap Dou Mail, Cérès et Gémeaux.

#### **▪ De la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents**

➤ L'action de médiation pour les enfants non-inscrits à l'école mise en œuvre dans le cadre du PRE (Programme de réussite éducative) en lien avec l'APAJ (Association Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes) ;

➤ La poursuite des actions Objectif stage réussi avec 3 projets concernant l'accompagnement des élèves et leurs parents pour les stages de 3ème des collèges Gérard PHILIPPE (Prés d'Arènes), Les Escholiers de la Mosson (Mosson) et Simone VEIL (Petit Bard) ;

➤ La démarche Lab initiée au sein des 3 collectivités (Ville, Métropole et CCAS) autour de questions liées à la jeunesse et plus spécifiquement sur la coordination territoriale des actions jeunesse sur le quartier Hauts de Massane.

#### **▪ Du renforcement de l'accessibilité aux services et aux équipements**

- L'ouverture sur le quartier Près d'Arènes d'une maison médicale de garde (MMG) aux horaires élargis visant à désengorger les services d'urgence et apporter une réponse médicale sur le secteur sud ;
- La poursuite du projet « J'APS » - J'Agis Pour ma Santé, projet de prévention santé auprès des enfants de 9 écoles élémentaires en QPV (Louis ARMSTRONG, Frédéric BAZILLE, Antoine BALARD, Simon BOLIVAR, Julie DAUBIE, Sigmund FREUD, Guiseppe GARIBALDI, Alain SAVARY et Jean ZAY) avec une mobilisation du partenariat et la formation des personnels ;
- Le développement des projets liés à l'accès aux droits et plus spécialement à l'illectronisme (manque de connaissance des clés nécessaires à l'utilisation des ressources électroniques) comme celui, par exemple, de l'AJPPN ;
- La mobilisation des établissements culturels Ville et Métropole au service des habitants des quartiers de la politique de la ville pour favoriser l'accès à la culture et au sport (Médiathèque Hors les murs, le Bar du Théâtre Jean Vilar...) ;
- La mise en œuvre du projet Démos (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale) en partenariat notamment avec le CCAS de Montpellier dans 7 classes d'écoles élémentaires de la Métropole – dont 5 en QPV – qui vont découvrir la pratique orchestrale avec les enseignants du Conservatoire de Montpellier ;
- L'expérimentation de la Zone Urbaine Sportive de la Mosson afin d'étoffer l'offre d'activités pour les enfants et les jeunes pendant l'été (offre culturelle et sportive en lien avec le centre nautique Neptune et des associations sportives et culturelles).

▪ **Du renforcement de l'accessibilité aux services et aux équipements**

- La mise en place de cellules de veille sous l'égide du Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de la Ville de Montpellier (CLSPD), afin d'échanger de manière opérationnelle sur des situations sensibles et de définir les moyens pour y remédier (Cellule de veille du chantier de réhabilitation de Cap Doumail à la Mosson) ;
- Le renouvellement des conventions d'abattements de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) mises en place entre les quatre bailleurs présents sur les QPV (ACM Habitat, Hérault Habitat, ERILIA, SFHE), l'Etat, la Métropole et la Ville de Montpellier afin de développer des actions concrètes d'amélioration du cadre de vie pour les locataires du parc social en quartier politique de la ville.

De manière globale, le rapport 2017 de la Politique de la Ville fait état d'un engagement financier de l'ensemble des partenaires à hauteur de 32 M€ sur la totalité des enjeux du contrat de ville. Ces montants comprennent en premier lieu la mobilisation de chaque partenaire au titre de ses politiques de droit commun (28,8 M€). Ils intègrent également la mobilisation des crédits des partenaires au titre de l'appel à projets du contrat de ville qui a vocation à soutenir principalement des opérateurs associatifs dont les projets répondent à ces enjeux (3,2 M€).

La répartition financière par enjeu traduit les priorités que les partenaires ont voulu donner à ce contrat de ville, mais également les moyens engagés spécifiquement au profit des habitants, notamment concernant l'éducation (9,5 M€), le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion (7,3 M€) ou la mixité dans le logement à l'échelle métropolitaine (6 M€).

Au niveau du seul appel à projets, les partenaires ont engagé plus de 3,2 millions d'euros de crédits spécifiques et de droit commun, pour le financement de 298 dossiers. La répartition géographique de ces crédits montre une prédominance du quartier Mosson, avec 42 % des financements accordés. Viennent ensuite le Petit Bard-Pergola / Cévennes (14,8%) et Gély Figuerolles (8.4 %), autres quartiers historiques de la Politique de la Ville.

Les actions mises en œuvre soit à l'initiative des associations, soit à l'initiative des institutions sont nombreuses et pourtant souvent méconnues et peu visibles car relevant de l'humain et non de l'investissement opérationnel.

La Métropole de Montpellier, en lien avec les services de l'Etat, a mandaté le cabinet Pluricité pour réaliser l'évaluation à mi-parcours du Contrat de Ville autour de 3 questions transversales : le développement économique et l'emploi, la jeunesse et l'accès aux droits.

Par ailleurs, cette année, avec le renouvellement des Conseils Citoyens, et fort d'une année d'installation, un accompagnement sera engagé au vu des attentes et des besoins rencontrés par les présidents et de rendre plus efficiente encore la relation étroite et intrinsèque entre les habitants et l'institution.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du présent rapport annuel sur la Politique de la Ville 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil municipal prend acte du rapport.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 27 décembre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport annuel Politique de la Ville 2017.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20181219-67950-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 27/12/18  
Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.